



Élaboration du Plan Local d'Urbanisme(PLU)

Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe)

Pièce n°12

Dossier Enquête Publique

*Document conforme à celui annexé à la
délibération du Conseil Municipal arrêtant le
projet d'élaboration du PLU en date du
20.07.2023.*

M. le Maire



**ESpace &
TERRitoires**

ÉTUDES ET CONSEILS EN URBANISME ET AMÉNAGEMENT

2, place des Tricoteries
54230 CHALIGNY

Tél : 03 83 50 53 87
Fax : 03 83 50 53 78
Mail : contact@esterr.fr



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de soumettre à évaluation environnementale
l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Rambervillers (88)**

n°MRAe 2020DKGE180

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août et 21 septembre 2020 portant nomination de membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas accusée réception le 21 octobre 2020, et déposée par la commune de Rambervillers (88), compétente en la matière, relative à l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de ladite commune ;

Vu la consultation de l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;

Considérant que l'élaboration du PLU est concernée par :

- le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse 2016-2021 approuvé en 2015 ;
- le Plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de la Mortagne ;

Considérant que l'élaboration du PLU poursuit les objectifs suivants :

- maintenir la population actuelle, puis l'accroître afin de satisfaire le cycle résidentiel de la commune ;
- redynamiser le centre bourg de la commune ;
- favoriser la requalification de l'habitat existant ;
- proposer une offre culturelle et de loisirs plus étoffée sur la commune ;
- contribuer et encourager l'offre d'équipements publics ;
- valoriser les atouts économiques du territoire ;
- favoriser et sécuriser les déplacements doux et répondre aux problématiques de la circulation ;

- améliorer le cadre de vie des habitants et valoriser les atouts du territoire de la commune ;
- préserver l'environnement et l'espace agricole ;

Habitat, et consommation d'espaces

Considérant que, dans le cadre de l'élaboration du PLU, la commune :

- souhaite accueillir 310 nouveaux habitants portant ainsi le nombre d'habitants à 5 480 à l'horizon 2031 (5 170 habitants en 2017 d'après l'INSEE) ;
- fait l'hypothèse d'un nombre de personnes par logement de 2 à l'horizon 2031 (2,1 en 2017) ;
- envisage la mise sur le marché d'un parc de 326 logements neufs à l'horizon 2031 pour répondre à l'accroissement de la population (155), au desserrement des ménages (145), et aux besoins en logements secondaires en lien avec le tourisme (26). La construction de ces logements (326) se répartit comme suit :
 - 10 logements sur une zone 2AU de 2,7 ha ouverte en extension urbaine ; ce qui correspond à une densité de 3,7 logements à l'hectare ;
 - 243 logements dans l'enveloppe urbaine : dont 80 par urbanisation des dents creuses (11,2 ha de dents creuses mobilisables, taux de rétention foncière égal à 25 % permettant la mobilisation de 8 ha, pour une densité de 10 logements à l'hectare) et 163 en mobilisant les logements vacants ;
 - 73 logements seront obtenus par déconstruction et reconstructions d'îlots ;

Rappelant, en l'absence de schéma de cohérence territoriale et en application des articles L.142-4 et L.142-5 du code de l'urbanisme¹, la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitée qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation des zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé de la commune ;

Observant que :

- les prévisions de croissance démographique, à savoir 310 habitants en 14 ans (sur la période 2017-2031), sont à l'inverse de l'évolution démographique observée par le passé, puisque de 2007 à 2017 la population a baissé de 499 habitants en 10 ans (5 669 en 2007, 5 170 en 2017) ;
- la densité de logements à l'hectare appliquée par le PLU est faible (10 logements/ha) en zone urbaine U et très faible en zone 2AU (3,70 logements/ha), et la commune ne donne aucune justification à ces choix ;
- l'ouverture d'une zone 2AU de 2,7 ha, réserve foncière (prise sur des espaces agricoles) destinée à accueillir 10 logements à longue échéance, apparaît excessive voire superflue, au regard d'une prévision démographique dont l'inversion est sans explication, d'une mobilisation des dents creuses qui pourrait être améliorée en augmentant la densité de logements à l'hectare, et d'une

¹ **Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme :**

« Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable :

1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme » ;

Extrait de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme :

« Il peut être dérogé à l'article L.142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers [...]. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

mobilisation plus importante du parc de logements vacants, au regard du taux de vacance actuel de 21 % (633 sur 3012 logements : données INSEE) qui apparaît très élevé ;

- la compatibilité de l'élaboration du PLU avec les règles du SRADET Grand Est approuvé (notamment avec les règles n°16, 17 et 25 – voir renvoi de bas de page n°2 – qui limitent la consommation d'espaces et l'imperméabilisation des sols, et priorisent l'utilisation du foncier urbain) n'est pas démontrée ;

Recommandant de :

- ***justifier la croissance démographique projetée tout en la réévaluant à la baisse pour la rendre plus cohérente avec celle constatée les années passées ;***
- ***limiter la consommation d'espaces en optimisant :***
 - ***les possibilités de densification à l'intérieur de l'enveloppe urbaine ;***
 - ***les possibilités d'utilisation des nombreuses friches (voir paragraphe ci-après) ;***
 - ***la mobilisation du parc de logements vacants ;***
- ***démontrer que les objectifs du PLU (en matière de consommation d'espaces) s'inscrivent bien dans ceux du SRADET ;***

Les risques

Considérant que le PLU identifie les risques suivants :

- inondation, lié au cours de la Mortagne et ses affluents ;
- présence de cavités dans le territoire communal ;

Observant que :

- le risque inondation est pris en compte par le PLU qui reprend le Plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de la Mortagne ;
- les trois cavités sont hors des zones urbaines et figurent dans le plan de zonage du PLU ;
- le risque de retrait-gonflement des argiles n'est pas référencé dans le dossier, alors qu'une petite zone du PLU est concernée par un aléa moyen et qu'il doit être pris en compte ;

Assainissement et eau potable

Considérant que :

- les ressources en eau potable sont estimées comme étant suffisantes pour assurer les besoins pour l'alimentation en eau potable actuellement et dans la perspective de l'évolution démographique projetée ;
- un assainissement de type collectif équipe la commune (seuls quelques écarts sont en mode d'assainissement non collectifs) et l'ensemble des effluents de la commune est acheminé pour traitement à la station d'épuration d'une capacité de 5 750 équivalents-habitants (EH) ;
- la commune est dotée d'un zonage d'assainissement qui est joint au dossier ;

2 Règle 16 : « Réduire la consommation d'espace (-50 % en 2030 ; tendre vers -75 % en 2050) ».

Règle 17 : « Optimiser potentiel foncier mobilisable » pour la mobilisation du potentiel foncier disponible dans les espaces urbains avant toute extension urbaine.

Règle 25 : « Limiter l'imperméabilisation des sols » dans les projets d'aménagement dans la logique ERC avec compensation des surfaces qui seraient imperméabilisées à hauteur de 100 % en milieu rural.

Observant que :

- la distribution d'eau potable est gérée par le Syndicat intercommunal eau et assainissement de la Région de Rambervillers qui dispose des capacités de production suffisantes pour répondre au développement de la commune et de ses futurs habitants ;
- la station d'épuration permettra la prise en compte des effluents des futurs habitants de Rambervillers à l'horizon 2031 (5 480 habitants) ; elle est jugée conforme en équipements et en performance au 31 décembre 2018 suivant le portail d'information sur l'assainissement communal du ministère de la Transition écologique³ ;

Les sites et sols pollués – Les friches

Considérant que 50 sites et sols pollués sont recensés sur le territoire de la commune (site « géorisques » du BRGM) ;

Observant que :

- pour respecter les règles n°16 et 17 du SRADDET Grand Est citées ci-dessus, le PLU doit examiner le potentiel de réutilisation des friches ;
- aucune information n'est donnée sur l'état initial de contamination des friches industrielles ou sur la présence d'une biodiversité devant être prise en considération, ni sur la stratégie de la commune relative aux possibilités de les réutiliser à des fins d'habitat ou de développement économique après leur éventuelle dépollution, ou de les classer en tout ou partie en milieux naturels à protéger ;

Recommandant d'arrêter une stratégie de traitement et d'usage des friches industrielles entre une reconversion en zones d'habitat ou de développement économique après vérification de leur compatibilité à cet usage, ou un retour à un classement en zones naturelles ;

Les espaces naturels et le paysage

Considérant que l'élaboration du PLU est concernée par :

- la Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Forêt de Rambervillers » qui est également un réservoir de biodiversité ;
- la ZNIEFF de type 2 « Forêt de Rambervillers, de Charmes, et de Fraize » ;
- des continuités écologiques et des zones humides, la Mortagne, ses affluents et leurs ripisylves ;

Observant que :

- le PLU prend en compte les ZNIEFF et continuités écologiques en les préservant par un classement en zone naturelle Ns non constructible avec une protection renforcée ;
- sur le volet paysager, les principales unités paysagères structurant le territoire sont :
 - la Mortagne et ses affluents (l'Arentèle, le Monseigneur, le Padozel) ;
 - un patrimoine architectural et historique remarquable ;
 - une ville traversée par l'eau avec le passage de la Mortagne en son centre ;
 - une ville verte et fleurie, proche de la nature (espaces verts et fleuris, campagne et forêts aux alentours) ;
 - des forêts ;

3 <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

- le PLU a identifié les principales unités paysagères du territoire communal et les distinguent dans le règlement :
 - centre historique (UA) ;
 - secteurs à préserver en raison d'une architecture particulière (UC) ;
 - spécificités locales dans les espaces agricoles (A ou Ac) et dans les espaces naturels (N, Nj, NI, Np et Nf).

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rambervillers (88) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1er

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rambervillers **est soumise à évaluation environnementale.**

En fonction des informations transmises dans le cadre de la présente demande, l'évaluation environnementale devra porter une attention particulière aux observations recensant les points que l'Autorité environnementale relève comme devant y être intégrés, à ses recommandations et à son rappel sur les règles relatives à l'urbanisation limitée, l'ensemble étant formulé dans la présente décision.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Metz, le 11 décembre 2020

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale, par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)
RECOURS GRACIEUX**

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de soumettre à évaluation environnementale
l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Rambervilliers (88)**

n°MRAe 2021-DKGF-001

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août et 21 septembre 2012 relatifs à la nomination de membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAE) du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAE Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAE Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen préalable par la commune de Ramerupt (88), compétente en la matière, relative à l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de ladite commune ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de Santé (ARS) ;

Considérant que l'élaboration du PLU est concernée par :

• le Schéma d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SPADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;
• le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse 2016-2021 approuvé en 2015 ;

- le Plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de la Mortagne ;

Considérant que l'élaboration du PLU poursuit les objectifs suivants :

- maintenir la population actuelle, puis l'accroître afin de satisfaire le cycle résidentiel de la commune ;
- redynamiser le centre bourg de la commune ;
- favoriser la requalification de l'habitat existant ;
- proposer une offre culturelle et de loisirs plus étoffée sur la commune ;
- contribuer et encourager l'offre d'équipements publics ;
- valoriser les atouts économiques du territoire ;
- favoriser et sécuriser les déplacements doux et répondre aux problématiques de la circulation ;

- améliorer le cadre de vie des habitants et valoriser les atouts du territoire de la commune ;
- préserver l'environnement et l'espace agricole ;

Habitat, et consommation d'espaces

Considérant que, dans le cadre de l'élaboration du PLU, la commune :

- souhaite accueillir 310 nouveaux habitants portant ainsi le nombre d'habitants à 5 480 à l'horizon 2031 (5 170 habitants en 2017 d'après l'INSEE) ;
- fait l'hypothèse d'un nombre de personnes par logement de 2 à l'horizon 2031 (2,1 en 2017) ;
- envisage la mise sur le marché d'un parc de 326 logements neufs pour répondre à l'accroissement de la population (155 à l'horizon 2031) et des ménages (145), et aux besoins en logements secondaires (26). La construction de ces logements (326) se répartit comme suit :
 - 10 logements sur une zone 2AU de 2,7 ha ouverte à l'urbanisme ; ce qui correspond à une densité de 3,7 logements à l'hectare ;
 - 243 logements dans l'enveloppe urbaine : dont 10 pour l'urbanisation des dents creuses (11,2 ha de dents creuses mobilisées aux conditions d'urbanisme égal à 25 % permettant la mobilisation de 80 logements à l'hectare) et 163 en mobilisant les logements vacants ;
 - 73 logements seront obtenus par la construction de constructions d'îlots ;

Rappelant, en l'absence de schéma d'aménagement et de développement local et en application des articles L.142-4 et L.142-5 du code de l'urbanisme, la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitée qui ne permettent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation des zones situées à l'extérieur du périmètre actuellement urbanisé de la commune ;

Observant que :

- les prévisions de croissance démographique, à savoir 310 habitants en 14 ans (sur la période 2017-2031) sont l'inverse de l'évolution démographique observée par la commune qui, de 2007 à 2017 la population a baissé de 499 habitants en 10 ans (passant de 5 669 en 2007 à 5 170 en 2017) ;
- la densité de logements à l'hectare appliquée par le PLU est faible (10 logements à l'hectare en zone urbaine U et très faible en zone 2AU (3,7 logements à l'hectare) ; et la commune ne donne aucune justification à ces choix ;
- la zone 2AU de 2,7 ha, réserve foncière (prise sur des espaces agricoles destinée à accueillir 10 logements à longue échéance, apparaît comme une zone superflue, au regard d'une prévision démographique dont la justification est sans explication, d'une mobilisation des dents creuses qui pourrait être améliorée en augmentant la densité de logements à l'hectare, et d'une

1 Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme :

« Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable :

1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme » ;

Extrait de l'article L.142-5 du code de l'urbanisme :

« Il peut être dérogé à l'article L.142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers [...]. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

mobilisation plus importante du parc de logements vacants, au regard du taux de vacance actuel de 21 % (633 sur 3012 logements : données INSEE) qui apparaît très élevé ;

- la compatibilité de l'élaboration du PLU avec les règles du SRADDET Grand Est approuvé (notamment avec les règles n°16, 17 et 25 – voir renvoi de bas de page n°2 – qui limitent la consommation d'espaces et l'imperméabilisation des sols, et priorisent l'utilisation du foncier urbain) n'est pas démontrée ;

Recommandant de :

- **justifier la croissance démographique projetée tout en la reliant à la baisse pour la rendre plus cohérente avec celle constatée ces dernières années passées ;**
- **limiter la consommation d'espaces en optimisant :**
 - **les possibilités de densification à l'intérieur de l'ensemble urbain ;**
 - **les possibilités d'utilisation des nombreuses friches (voir la liste ci-après) ;**
 - **la mobilisation du parc de logements vacants ;**
- **démontrer que les objectifs du PLU (en matière de consommation d'espaces) s'inscrivent bien dans ceux du SRADDET.**

Les risques

Considérant que le PLU identifie les risques suivants :

- inondation, lié au cours de la Mortagne et ses affluents ;
- présence de cavités dans le territoire communal ;

Observant que :

- le risque d'inondation est pris en compte par le PLU qui reprend le Plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de la Mortagne ;
- les trois cavités situées en zones urbaines et figurent dans le plan de zonage du PLU ;
- le risque d'effondrement des argiles n'est pas référencé dans le dossier, alors qu'une partie de la zone est concernée par un aléa moyen et qu'il doit être pris en compte ;

Assainissement et eau potable

Considérant que :

- les ressources en eau potable sont estimées comme étant suffisantes pour assurer les besoins pour l'alimentation en eau potable actuellement et dans la perspective de l'évolution démographique projetée ;
- un assainissement de type collectif équipe la commune (seuls quelques écarts sont en mode d'assainissement non collectifs) et l'ensemble des effluents de la commune est acheminé pour traitement à la station d'épuration d'une capacité de 5 750 équivalents-habitants (EH) ;
- la commune est dotée d'un zonage d'assainissement qui est joint au dossier ;

2 Règle 16 : « Réduire la consommation d'espace (-50 % en 2030 ; tendre vers -75 % en 2050) ».

Règle 17 : « Optimiser potentiel foncier mobilisable » pour la mobilisation du potentiel foncier disponible dans les espaces urbains avant toute extension urbaine.

Règle 25 : « Limiter l'imperméabilisation des sols » dans les projets d'aménagement dans la logique ERC avec compensation des surfaces qui seraient imperméabilisées à hauteur de 100 % en milieu rural.

Observant que :

- la distribution d'eau potable est gérée par le Syndicat intercommunal eau et assainissement de la Région de Rambervillers qui dispose des capacités de production suffisantes pour répondre au développement de la commune et de ses futurs habitants ;
- la station d'épuration permettra la prise en compte des effluents des futurs habitants de Rambervillers à l'horizon 2031 (5 480 habitants) ; elle est jugée conforme en équipements et en performance au 31 décembre 2018 suivant le portail d'information sur l'assainissement communal du ministère de la Transition écologique³ ;

Les sites et sols pollués – Les friches

Considérant que 50 sites et sols pollués sont recensés sur le territoire de la commune de Rambervillers « géorisques » du BRGM) ;

Observant que :

- pour respecter les règles n°16 et 17 du SRADDET Grand Est, ci-dessus, le PLU doit examiner le potentiel de réutilisation des friches industrielles ;
- aucune information n'est donnée sur l'existence de friches industrielles ou sur la présence d'une éventuelle dépollution à être prise en considération, ni sur la stratégie de la commune relative aux possibilités de les réutiliser à des fins d'habitat ou de développement économique après leur éventuelle dépollution, ou de les classer en zones naturelles à protéger ;

Recommandant d'arrêter une stratégie de traitement et d'usage des friches industrielles entre un recensement des zones d'habitat ou de développement économique après vérification de leur compatibilité à cet usage, ou un retour à un classement en zones naturelles.

Les espaces naturels et le paysage

Considérant que la biodiversité du territoire est concernée par :

- la Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Forêt de Rambervillers » qui est également un réservoir de biodiversité ;
- la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « Forêt de Rambervillers, de Charmes, et de Fraize » ;
- les continuités écologiques et des zones humides, la Mortagne, ses affluents et ses zones humides ;

Observant que :

- le PLU prend en compte les ZNIEFF et continuités écologiques en les préservant par un classement en zone naturelle Ns non constructible avec une protection renforcée ;
- sur le volet paysager, les principales unités paysagères structurant le territoire sont :
 - la Mortagne et ses affluents (l'Arentèle, le Monseigneur, le Padozel) ;
 - un patrimoine architectural et historique remarquable ;
 - une ville traversée par l'eau avec le passage de la Mortagne en son centre ;
 - une ville verte et fleurie, proche de la nature (espaces verts et fleuris, campagne et forêts aux alentours) ;
 - des forêts ;

3 <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

- le PLU a identifié les principales unités paysagères du territoire communal et les distinguent dans le règlement :
 - centre historique (UA) ;
 - secteurs à préserver en raison d'une architecture particulière (UC) ;
 - spécificités locales dans les espaces agricoles (A ou Ac) et dans les espaces naturels (N, Nj, NI, Np et Nf).

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, l'adoption du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rambervillers (88) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre II du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne habilitée et responsable, l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rambervillers **est soumise à évaluation environnementale.**

En fonction des informations transmises dans le cadre de la présente demande, l'évaluation environnementale portera une attention particulière aux observations recensant les points que l'autorité environnementale relève comme devant y être intégrés, à ses recommandations et à son rappel sur les règles relatives à l'urbanisation liées, l'ensemble étant formulé dans la présente décision.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives auxquelles ils sont eux-mêmes soumis. L'impact au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un risque sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Metz, le 11 décembre 2020

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale, par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. La réception de la réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SÉE)
RECOURS GRACIEUX**

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de ce recours. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé, à l'encontre du décret ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document soumis à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale, dans le délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune
de Rambervillers (88)**

n°MRAe 2021DKGE64

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août 2020, 21 septembre 2020 et 11 mars 2021 portant nomination de membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision de la MRAe Grand Est n° 2020DKGE180 du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas accusée réception le 21 octobre 2020, et déposée par la commune de Rambervillers (88), compétente en la matière, relative à l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de ladite commune ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé (ARS) ;

Vu la décision de la MRAe Grand Est du 11 décembre 2020 prescrivant la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet susdit ;

Vu le recours gracieux formé par ladite commune réceptionné le 11 février 2021 ;

Considérant que la MRAe avait noté dans sa décision de soumission à évaluation environnementale :

- Point 1 : que les prévisions de croissance démographique étaient à l'inverse de l'évolution démographique observée par le passé, que la densité de logements à l'hectare paraissait faible voire très faible, que la mobilisation du parc de logements vacants et des nombreuses friches était très insuffisante, entraînant une ouverture à l'urbanisation excessive voire superflue d'une zone 2AU ;
- Point 2 : qu'il n'était pas démontré que les objectifs du PLU (en matière de consommation d'espaces) s'inscrivaient bien dans ceux du SRADDET ;
- Point 3 : qu'aucune stratégie de traitement et d'usage des friches industrielles n'était arrêtée ;

Considérant les éléments fournis par le pétitionnaire en réponse aux observations de la MR Ae sur les différents points cités plus haut ;

Habitat, et consommation d'espaces

Considérant que, dans le cadre de l'élaboration du PLU, la commune :

- maintient sa volonté d'accueillir 310 nouveaux habitants portant ainsi le nombre d'habitants à 5 480 à l'horizon 2031 (5 170 habitants en 2017 d'après l'INSEE) ;
- maintient l'hypothèse d'un nombre de personnes par logement de 2 à l'horizon 2031 (2,1 en 2017) ;
- mais supprime du PLU la seule zone 2AU initialement projetée en extension urbaine de 2,7 ha et prévue pour la construction de 10 logements ; cette zone est rendue à la zone agricole A ;
- démontre la compatibilité avec la règle n°16 du SRADDET relative à la sobriété foncière (réduction de 50 % de la consommation foncière à l'horizon 2030) en rappelant que le foncier consommé entre 2006 et 2016 est de 9 ha et que, dans le cadre de l'élaboration du PLU, la consommation d'espaces se limitera à 1,4 ha à vocation économique de la zone urbaine UX, ce qui ne représente plus que 15,5 % de la superficie de référence ;
- envisage la mise sur le marché d'un parc de 314 (et non 326) logements neufs à l'horizon 2031 pour répondre à l'accroissement de la population et au desserrement des ménages. La production de ces logements (314) est répartie comme suit :
 - 168 logements pourront être obtenus en mobilisant les logements vacants ;
 - 70 logements en mobilisant les dents creuses ;
 - 76 logements par déconstruction et reconstructions d'îlots ;

Observant que :

- la réponse de la commune aux observations soulevées aux 2 premiers points est satisfaisante et souligne sa volonté de se concentrer essentiellement sur son patrimoine foncier et bâti existant : optimisation des possibilités de densification à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, réhabilitation d'îlots, mobilisation du parc de logements vacants, suppression de la zone 2AU, avec des objectifs de consommation d'espaces qui s'inscrivent dans ceux du SRADDET ;
- néanmoins les prévisions démographiques demeurent inchangées ;

Attirant l'attention de la commune sur la nécessité de mieux justifier sa croissance démographique projetée au regard de celle constatée les années passées ;

- le PLU n'ouvrant plus de zone 2AU en extension de l'urbanisation, le rappel de la MR Ae sur la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitée qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation des zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé de la commune, devient sans objet ;

Les sites et sols pollués – Les friches

Considérant que sur les 50 sites industriels initialement recensés (site « géorisques » du BRGM), il ressort du recours que seulement 6 de ces sites constituent des friches qui ne peuvent pas être considérées comme un gisement foncier, en raison de leur localisation en zone inondable ou de la présence de stockage polluant comme le montre le tableau ci-après :

N° du site	Nature	Surface	Statut vis-à-vis du PPRi	Pollution	Projet en cours	Potentiel de mutabilité
1	Ancienne Papeterie	25,94 ha	Inclus dans la zone du PPRi	Avérée	Projet de renaturation et photovoltaïque	Aucun
2	Ancienne faïencerie	0,92 ha	Inclus dans la zone du PPRi	Aucune	Aucun à cause du PPRi	Aucun
3	Ancienne usine de stockage de Gaz	0,33 ha	Hors zone PPRi	Avérée	Dépollution en cours/Site enclavé	Aucun
4	Dépôt de stockage	0,63 ha	Hors zone PPRi	Avérée (stockage des pneus)	Prise en compte de la pollution par un classement en zone N du PLU	Aucun
5	Ancien dépôt de matériel	0,43 ha	Hors zone PPRi	Toiture en amiante	Sans projet. Problématique de matériaux polluants	Aucun
6	Imprimerie	0,68 ha	Inclus dans la zone du PPRi	Aucune	Aucun à cause du PPRi	Aucun

Observant que l'analyse de la commune répond ainsi au point 3 et par ailleurs que la mobilisation des friches n'apparaît plus nécessaire en substitution de la zone 2AU pour l'habitat car elle a été supprimée ;

mais recommandant malgré tout à la commune de mener une véritable étude de requalification des friches pour les reconstituer en zones naturelles, voire agricoles si la compatibilité avec cet usage le permet ;

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rambervillers (88) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement .

et décide :

Article 1er

La décision de la MRAe n° 2020DKGE180 du 11 décembre 2020 soumettant à évaluation environnementale le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Rambervillers (88) est abrogée.

Article 2

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rambervillers (88) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 3

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.
Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Metz, le 31 mars 2021

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

Voies et délais de recours

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)
RECOURS GRACIEUX**

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.